

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201658]

16 FEVRIER 2017. — Décret portant dissolution de l'Office wallon des déchets et modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, le Livre I^{er} du Code de l'Environnement et le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le 23^o, renuméroté par le décret du 11 mars 1999, est abrogé.

Art. 2. Dans les articles 3, § 3, alinéa 3, inséré par le décret du 22 mars 2007, 6, § 5, alinéa 2, 6^o, inséré par le décret du 22 mars 2007 et remplacé par le décret du 10 mai 2012, 8, § 2, alinéa 2, inséré par le décret du 22 mars 2007, 8bis, § 2, 4^o, remplacé par le décret du 22 mars 2007 et § 5, alinéa 3, 3^o et 4^o, 14, 2^o, c), modifié par le décret du 11 mars 1999, 20, § 3, alinéa 2, modifié en dernier lieu par le décret du 5 décembre 2008, 21, § 4, modifié par le décret du 23 juin 2016, et § 5, remplacé par le décret du 22 mars 2007 et modifié par le décret du 23 juin 2016, 39, § 1^{er}, 1^o, et § 2, alinéa 2, modifié par le décret du 5 décembre 2008 et 43, § 1^{er}, alinéa 3, modifié par les décrets des 11 mars 1999 et 5 décembre 2008, du même décret, les mots « l'Office » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un article 27bis rédigé comme suit :

« Art. 27bis. Le Gouvernement peut accorder :

1^o des subventions et mesures de soutien en matière de prévention, communication, traitement et valorisation, et collecte sélective, portant sur les déchets ménagers et non ménagers, en ce compris les déchets d'emballages, et sur la propreté publique en général;

2^o des subventions pour la réalisation des études indicatives en matière de stations-services;

3^o des subventions à des organismes publics pour leur fonctionnement et leurs actions en matière de déchets, en ce compris les travaux de réhabilitation des anciennes décharges;

4^o des apports de capitaux et des avances récupérables en matière de déchets, notamment des avances récupérables sur les frais d'études préalables à l'obtention des permis visant la mise en œuvre d'installations de gestion de déchets. ».

Art. 4. Dans le chapitre VII du même décret, la section 3, comportant les articles 34 à 38, est abrogée.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons*

Art. 5. Dans l'article 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, le 16^e tiret, libellé « L'Office wallon des déchets », est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modification du Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 6. Dans l'article D.139 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, le 6^o est abrogé.

Art. 7. Dans l'article D.157, § 4, du même Livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 27 octobre 2011, les mots « l'Office, » sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modification du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes*

Art. 8. Dans l'article 1^{er} du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o Administration : l'Administration telle que visée à l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. ».

Art. 9. Dans les articles 3, alinéa 2, modifié par le décret du 19 décembre 2007, 6, § 1^{er}, 5^o, remplacé par le décret du 12 décembre 2014, 8, alinéa 2, modifié par le décret du 19 décembre 2007, 18, § 2, alinéa 2, inséré par le décret du 23 juin 2016, 31, § 2, alinéas 3 et 4, 34, § 1^{er}, alinéa 5; 42, modifié par le décret du 5 juin 2008, 45, alinéa 4, 49, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéas 1^{er} et 3, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 12 décembre 2014, du même décret, les mots « l'Office » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 10. A l'article 44 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Ce fonds budgétaire est également alimenté par les recettes suivantes :

1^o les redevances versées dans le cadre des procédures de déclaration, d'enregistrement, d'agrément ou d'autorisation en matière de déchets en exécution de l'article 14, 2^o, g, du décret du 27 juin 1996;

2^o les contributions des bénéficiaires de marchés publics régionaux de gestion de déchets spécifiques telles que celles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets d'animaux;

3^o les contributions des opérateurs de gestion de déchets aux frais d'analyse et de surveillance des émissions environnementales de leurs installations en exécution de l'article 4, dernier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement confiés à l'ISSEP;

4^o les contributions des organismes dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs mise en place au niveau régional ou interrégional en exécution de l'article 8bis du décret du 27 juin 1996;

5° les recettes diverses en matière de déchets, notamment les recettes perçues lors de contentieux, le remboursement d'indus ainsi que le solde de comptes financiers de l'Office wallon des déchets. »;

2° au paragraphe 2, les 5° et 13° sont abrogés;

3° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement peut confier d'autres missions au fonds en vue de la mise en œuvre du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 février 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 705 (2016-2017) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 février 2017.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201658]

16. FEBRUAR 2017 — Dekret zur Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets") und zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I - Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

Artikel 1 - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird die durch das Dekret vom 11. März 1999 unnummerierte Ziffer 23 außer Kraft gesetzt.

Art. 2 - In Artikel 3 § 3 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 6 § 5 Absatz 2 Ziffer 6, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, Artikel 8 § 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 8bis § 2 Ziffer 4, ersetzt durch das Dekret vom 22. März 2007, und § 5 Absatz 3 Ziffern 3 und 4, Artikel 14 Ziffer 2 Buchstabe c), abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, Artikel 20 § 3 Absatz 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Dezember 2008, Artikel 21 § 4, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, und § 5, ersetzt durch das Dekret vom 22. März 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016 § 1 Ziffer 1, und § 2, Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 5. Dezember 2008 und Artikel 43 § 1 Absatz 3, abgeändert durch die Dekrete vom 11. März 1999 und vom 5. Dezember 2008 desselben Dekrets werden jedes Mal die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Verwaltung" ersetzt.

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 27bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 27bis - Die Regierung kann Folgendes gewähren:

1° Zuschüsse und Unterstützungsmaßnahmen in Sachen Vorbeugung, Kommunikation, Behandlung und Aufwertung und selektive Sammlung, in Bezug auf häusliche und nichthäusliche Abfälle, einschließlich der Verpackungsabfälle, und auf die öffentliche Sauberkeit im Allgemeinen;

2° Zuschüsse zwecks der Durchführung von Nachweisanalysen in Sachen Tankstellen;

3° Zuschüsse an öffentliche Einrichtungen für deren Betrieb und Aktionen in Sachen Abfälle, einschließlich der Arbeiten für die Sanierung alter Deponien;

4° Kapitalzuführungen und rückerstattbare Vorschüsse in Sachen Abfälle, insbesondere rückerstattbare Vorschüsse auf die Kosten für die Analysen, die vor dem Erhalt der Genehmigungen zwecks der Einrichtung von Anlagen zur Abfallbewirtschaftung durchzuführen sind."

Art. 4 - In Kapitel VII desselben Dekrets wird der Abschnitt 3, der die Artikel 34 bis 38 umfasst, außer Kraft gesetzt.
KAPITEL II - *Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses*

Art. 5 - In Artikel 1 § 2 Absatz 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der 16. Gedankenstrich mit dem Wortlaut "Wallonisches Amt für Abfälle" außer Kraft gesetzt.

KAPITEL III - *Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Art. 6 - In Artikel D.139 des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird die Ziffer 6 außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - In Artikel D.157 § 4 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, werden die Wörter "das Amt" außer Kraft gesetzt.

KAPITEL IV - *Abänderung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben*

Art. 8 - In Artikel 1 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird die Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

"5° Verwaltung: die Verwaltung, so wie sie in Artikel 2 Ziffer 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert wird."

Art. 9 - In Artikel 3 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2007, Artikel 6 § 1 Ziffer 5, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, Artikel 8 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2007, Artikel 18 § 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 2016, Artikel 31 § 2 Absätze 3 und 4, Artikel 34 § 1 Absatz 5, Artikel 42, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008, Artikel 45 Absatz 4, Artikel 49 § 1 Absätze 1 und 2, § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absätze 1 und 3, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014, desselben Dekrets werden jedes Mal die Wörter "das Amt" durch die Wörter "die Verwaltung" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 44 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Dieser Haushaltsfonds wird ebenfalls durch folgende Einnahmen finanziert:

1° die in Ausführung des Artikels 14 Ziffer 2 Buchstabe g des Dekrets vom 27. Juni 1996 im Rahmen der Verfahren für die Erklärung, Registrierung, Zulassung oder Genehmigung in Sachen Abfälle gezahlten Gebühren;

2° die Beiträge der Empfänger von regionalen öffentlichen Aufträgen für die Bewirtschaftung spezifischer Abfälle wie diejenigen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle;

3° die Beiträge der bei der Abfallbewirtschaftung tätigen Operatoren an den Kosten für die Analyse und die Überwachung der umweltbelastenden Emissionen ihrer Anlagen in Ausführung des Artikels 4 letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Organisation der Führung der dem "ISSEP" anvertrauten Überwachungsnetze für die Umweltqualität;

4° die Beiträge der Einrichtungen im Rahmen der auf regionaler oder interregionaler Ebene eingeführten erweiterten Herstellerverantwortung in Ausführung des Artikels 8bis des Dekrets vom 27. Juni 1996;

5° die verschiedenen, insbesondere in Streitverfahren erhaltenen Einnahmen in Sachen Abfälle, die Rückerstattung von zu Unrecht gewährten Beträgen, sowie das Guthaben der Finanzkonten des Wallonischen Amtes für Abfälle.;"

2° in Paragraph 2 werden die Ziffern 5 und 13 außer Kraft gesetzt;

3° der Artikel wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 4. Die Regierung kann dem Fonds andere Aufgaben anvertrauen, um das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle durchzuführen."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Februar 2017

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2016-2017.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 705 (2016-2017) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Februar 2017

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201658]

16 FEBRUARI 2017. — Decreet houdende ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waanse dienst voor afvalstoffen) en tot wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, Boek I van het Milieuwetboek en het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I — *Wijzigingen in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, wordt punt 23°, vernummerd bij het decreet van 11 maart 1999, opgeheven.

Art. 2. In de artikelen 3, § 3, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, 6, § 5, tweede lid 2, 6°, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, 8bis, § 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, 8bis, § 2, 4°, vervangen bij het decreet van 22 maart 2007 en § 5, derde lid, 3° en 4°, 14, 2°, c), gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, 20, § 3, tweede lid, laatst gewijzigd door het decreet 5 december 2008, 21, § 4, gewijzigd bij het decreet 23 juni 2016, en § 5, vervangen bij het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, 39, § 1, 1°, en § 2, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2008 en 43, § 1, derde lid, gewijzigd bij de decreten van 11 maart 1999 en 5 december 2008, van hetzelfde decreet, worden de woorden "de Dienst" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel 27bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 27bis. De Regering kan het volgende toekennen :

1° subsidies en steunmaatregelen inzake preventie, communicatie, behandeling en valorisatie, en selectieve inzameling, met betrekking op huishoudelijke en niet-huishoudelijke afvalstoffen, met inbegrip van verpakkingsafval, en op de openbare reinheid in het algemeen;

2° subsidies voor de verwezenlijking van indicatieve onderzoeken inzake tankstations;

3° subsidies voor openbare instellingen voor hun werking en hun acties inzake afvalstoffen, met inbegrip van de saneringswerken van oude stortplaatsen;

4° kapitaalbreng en terugvorderbare voorschotten inzake afvalstoffen, namelijk terugvorderbare voorschotten op de studiekosten die voorafgaan aan het verkrijgen van vergunningen met het oog op de uitvoering van afvalbeheersinstallaties."

Art. 4. In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, wordt afdeling 3, die de artikelen 34 tot 38 inhoudt, opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut*

Art. 5. In artikel 1, § 2, eerste lid, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, wordt het 16de streepje, luidend als "Office wallon des déchets" (Waanse dienst voor afvalstoffen), opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 6. In artikel D.139 van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt punt 6° opgeheven.

Art. 7. In artikel D.157, § 4, van Boek I van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de woorden "de Dienst," opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 8. In artikel 1 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt punt 5° vervangen als volgt :

"5° Administratie: de Administratie zoals bedoeld in artikel 2, 22°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen."

Art. 9. In de artikelen 3, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2007, 6, § 1, 5°, vervangen bij het decreet van 12 december 2014, 8, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2007, 18, § 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016, 31, § 2, derde en vierde lid, 34, § 1, vijfde lid; 42, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008, 45, vierde lid, 49, § 1, eerste en tweede lid, § 2, eerste en tweede lid, en § 3, eerste en derde lid, laatst gewijzigd door het programmadecreet van 12 december 2014, van hetzelfde decreet, worden de woorden "de Dienst" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 10. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

"Dit begrotingsfonds wordt ook gefinancierd door de volgende opbrengsten :

1° de heffingen betaald in het kader van de procedures van aangifte, registratie, erkenning of vergunning inzake afvalstoffen ter uitvoering van artikel 14, 2°, g, van het decreet van 27 juni 1996;

2° de bijdragen van de begunstigen van gewestelijke overheidsopdrachten van specifiek afvalbeheer zoals die van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval;

3° de bijdragen van de afvalbeheerders aan de analyse- of toezichtskosten van de milieuemissies van hun installaties ter uitvoering van artikel 4, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot organisatie van het beheer van de aan het "ISSEP" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut in het Waalse Gewest) toevertrouwde bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit;

4° de bijdragen van de instellingen in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid ingevoerd op gewestelijk of intergewestelijk vlak ter uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 27 juni 1996;

5° de verschillende opbrengsten inzake afvalstoffen, namelijk de opbrengsten geïnd tijdens geschillen, de terugbetaling van onverschuldigde bedragen alsook het saldo van financiële rekeningen van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

2° in paragraaf 2, worden de punten 5° en 13° opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

" § 4. De Regering kan andere opdrachten aan het fonds toevertrouwen met het oog op de uitvoering van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Verteenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waalse Parlement 705 (2016-2017) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 februari 2017.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201629]

23 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.757/2/V du Conseil d'État, donné le 18 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015, est remplacé par ce qui suit :

« 2° « demandeur » : toute personne morale à l'exception des personnes morales ayant bénéficié d'une subvention à l'investissement portant sur cette même installation de chauffe-eau solaire et ce, dans le cadre de l'arrêté Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel); »;